

# Les Français et l'environnement

KANTAR

INSTITUT PAUL DELOUVRIER

Baromètre – Décembre 2020



Les questions qui suivent portent sur les attentes des Français à l'égard de l'action publique en matière environnementale. Elles ont été posées dans le cadre d'une enquête spécifique, parallèle au baromètre des services publics.



## Echantillon

---

Echantillon national de **1 000 personnes**, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération.



## Dates de terrain

---

Terrain de l'enquête réalisé entre le 18 et 25 novembre 2020.



## Mode de recueil

---

Interviews réalisées par **Internet**.

# Les priorités des pouvoirs publics en matière d'environnement

Selon vous, en matière d'environnement, et parmi les actions suivantes, sur lesquelles les pouvoirs publics devraient-ils faire porter prioritairement leur effort ? (3 réponses possibles)

- En matière d'environnement, deux priorités se distinguent aux yeux des Français : **l'encouragement à une agriculture plus respectueuse de l'environnement** (cité par 1 Français sur 2) et la **réduction des déchets** (citée par 41%).
- Les Français se montrent préoccupés par l'état des mers : la réduction de la pollution des océans (27%) est ainsi davantage citée que la pollution de l'air, pourtant plus immédiatement appréhendable (21%).
- A noter que **les actions susceptibles d'avoir un impact direct sur les comportements des citoyens** arrivent plutôt en queue des priorités : la réduction de la consommation d'énergie ou l'encouragement de modes de déplacement moins polluants sont cités par 20% ou moins des Français.

**Encourager une agriculture moins consommatrice d'engrais chimiques et de pesticides et une production alimentaire au plus près du consommateur**



Symp. FI : 70%  
65 ans et + : 60%  
Symp. LREM : 52%

**Réduire les déchets et favoriser le recyclage**



Commune rurale : 44%  
35-49 ans : 47%

Préserver les ressources en eau douce (y compris réduire la pollution)



Protéger la biodiversité et les espèces menacées



Réduire la pollution des océans



Prévenir les risques et catastrophes naturels (inondation, sécheresses...) et protéger les victimes



Orienter et accélérer les négociations internationales sur la lutte contre les changements climatiques



Réduire la consommation d'énergie fossile dans les logements (changement de chaudière, fenêtres...)



Réduire la pollution de l'air



Encourager les modes de déplacement les moins polluants



Réduire les nuisances sonores



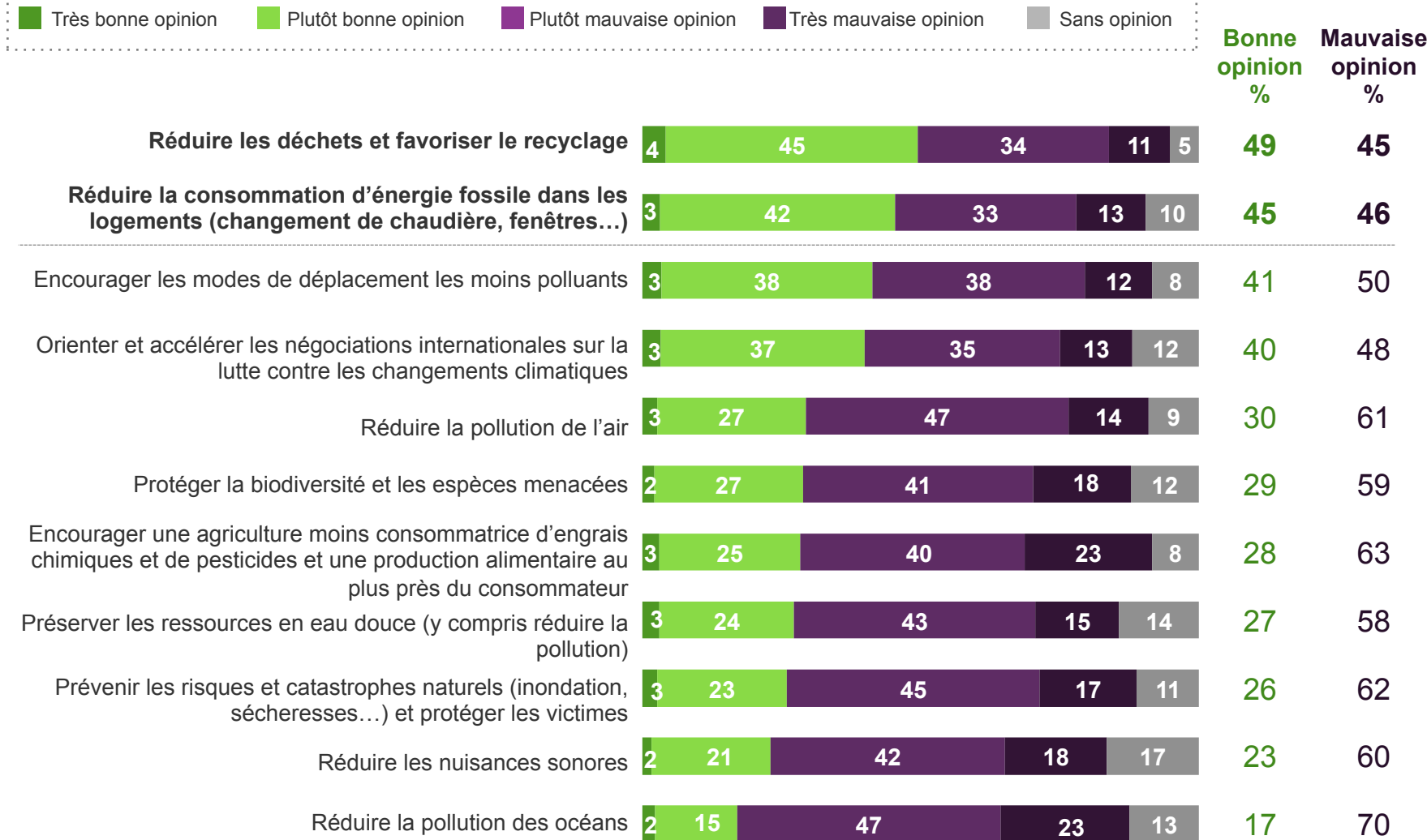
Rien de tout cela



# Les jugements sur l'action de l'Etat en matière d'environnement

Q6. Avez-vous une très bonne opinion, une opinion plutôt bonne, une opinion plutôt mauvaise, ou une très mauvaise opinion de l'action de l'Etat pour...

- Au global, les Français portent **des jugements négatifs sur l'action de l'Etat en matière environnementale** : à l'exception de la réduction des déchets et l'encouragement du recyclage, les jugements négatifs sont systématiquement plus nombreux que les jugements positifs.
- Les jugements des Français quant à l'encouragement par l'Etat d'une agriculture plus respectueuse – qui constitue leur première priorité – sont à cet égard particulièrement sévères : 63% en ont une mauvaise opinion.
- Notons enfin les **fortes critiques à l'égard de l'action contre la pollution des océans** : 70% des Français ont une mauvaise opinion de l'Etat en la matière, alors que cela constitue une réelle attente.

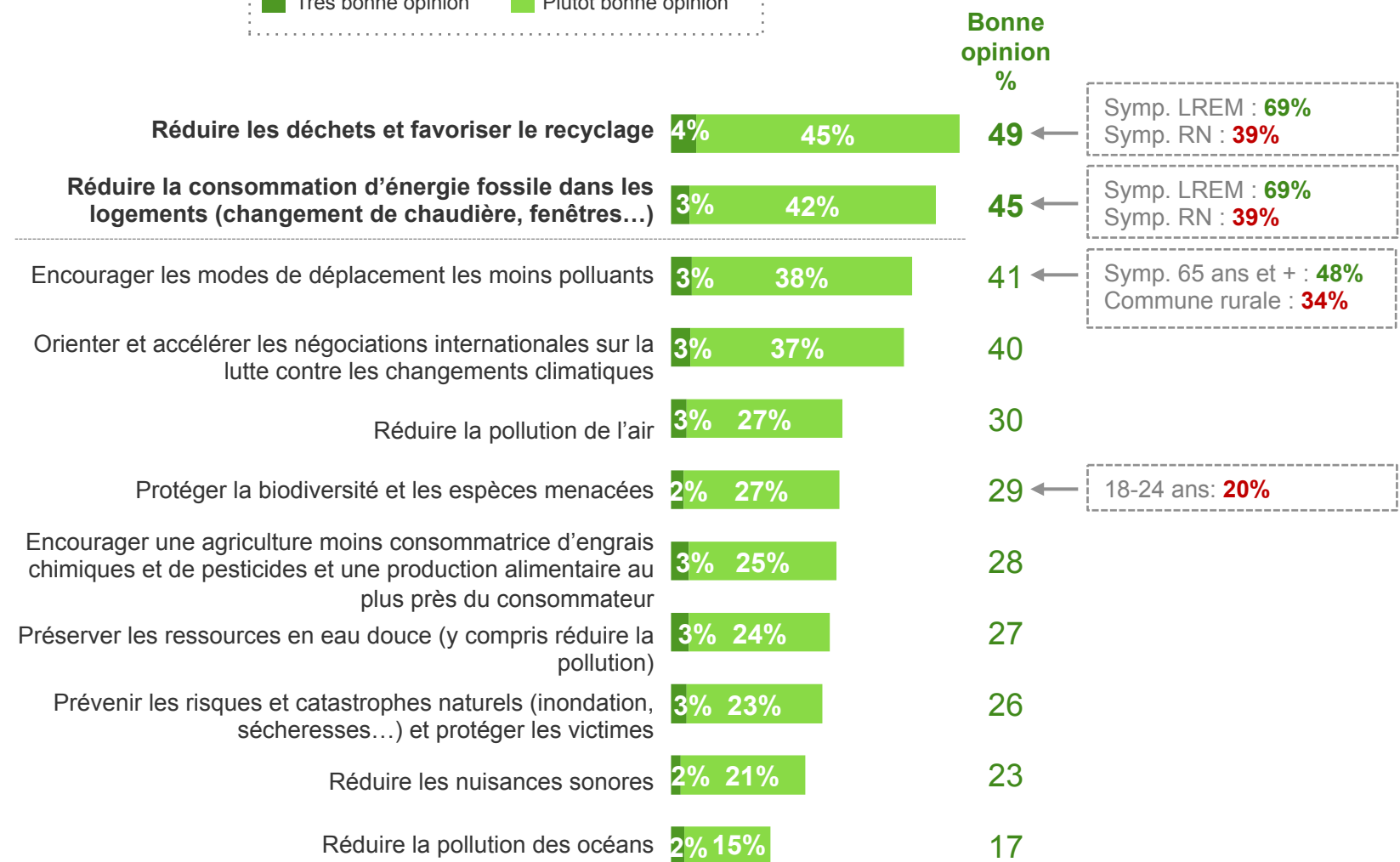


# Les jugements sur l'action de l'Etat en matière d'environnement

Q6. Avez-vous une très bonne opinion, une opinion plutôt bonne, une opinion plutôt mauvaise, ou une très mauvaise opinion de l'action de l'Etat pour...

■ Très bonne opinion ■ Plutôt bonne opinion

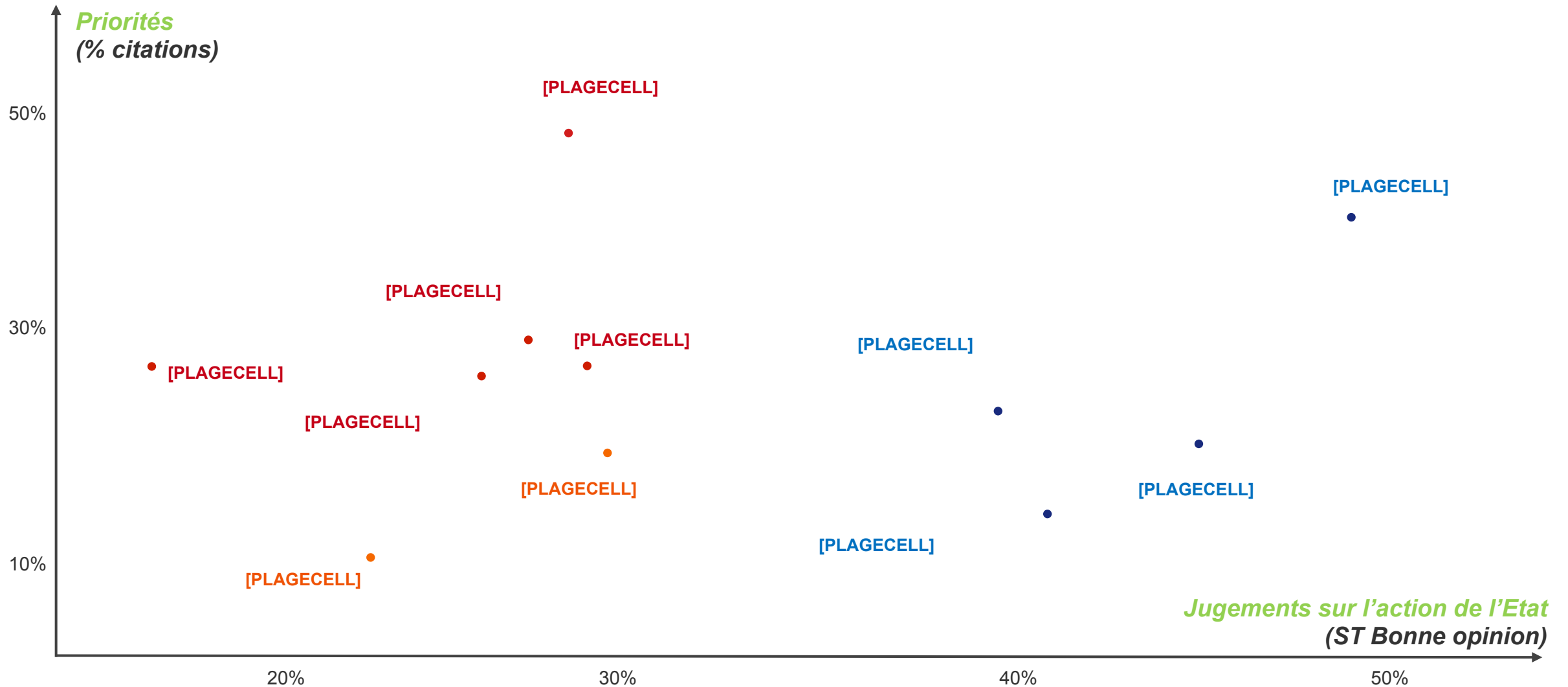
- Les jugements sur l'action de l'Etat en matière environnementale varient logiquement en fonction de la préférence partisane des répondants : les sympathisants LREM se montrant très largement positifs et les sympathisants du Rassemblement national très critiques.
- Les habitants des zones rurales se montrent particulièrement négatifs concernant l'action de l'Etat en matière d'encouragement à des modes de déplacement moins polluants.





# Les pouvoirs publics et l'environnement : priorités et opinion

Selon vous, en matière d'environnement, et parmi les actions suivantes, sur lesquelles les pouvoirs publics devraient-ils faire porter prioritairement leur effort ? Avez une très bonne opinion, une opinion plutôt bonne, une opinion plutôt mauvaise, ou une très mauvaise opinion de l'action de l'Etat pour...



# L'impact perçu d'un certain nombre d'actions sur l'environnement

Selon vous, chacune des actions suivantes peut-elle avoir un impact positif sur l'environnement et les changements climatiques ?

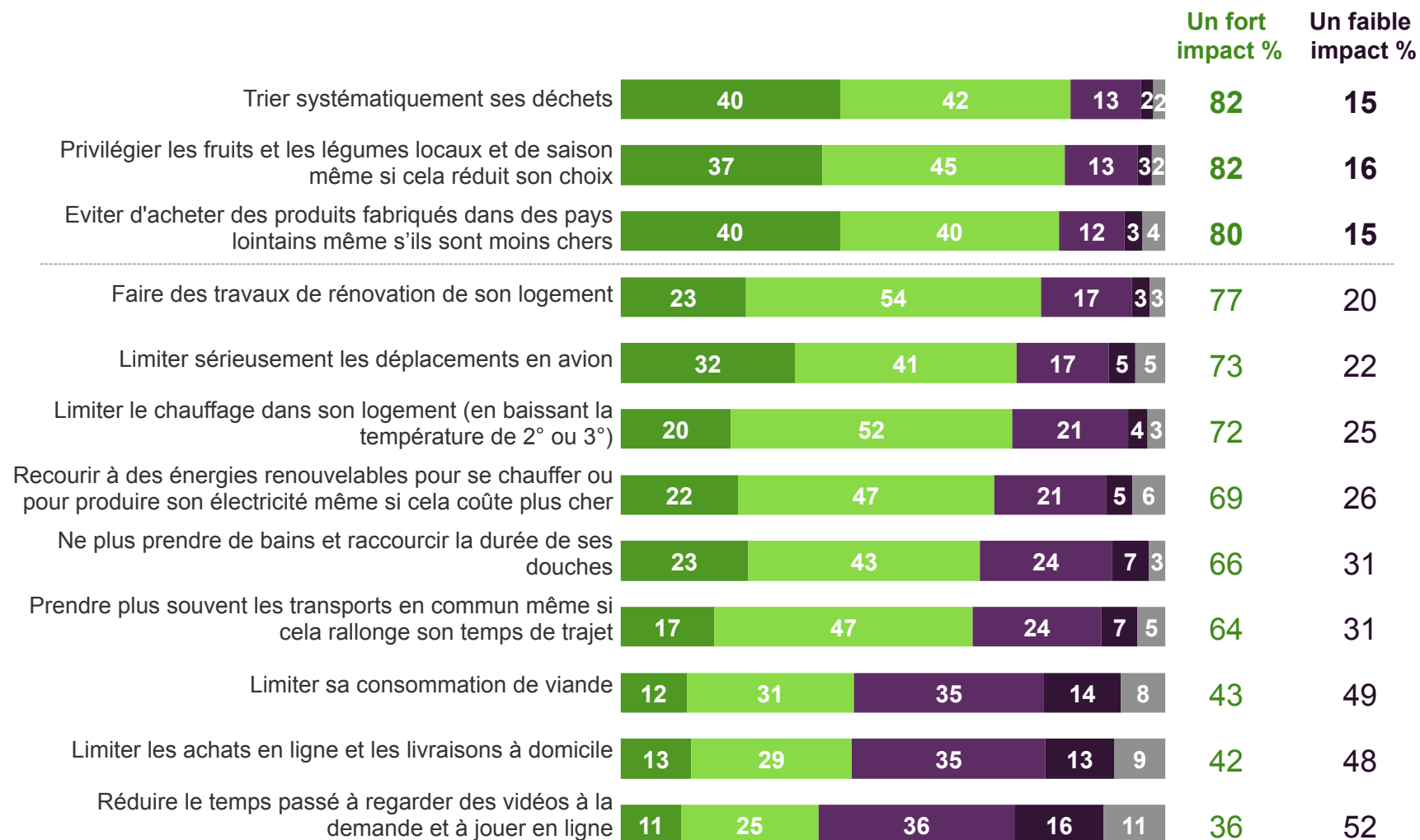
KANTAR

INSTITUT PAUL DELOUVRIER

Baromètre – Décembre 2020

■ Un très fort impact ■ Un impact assez fort ■ Un impact assez faible ■ Un très faible impact ■ Sans opinion

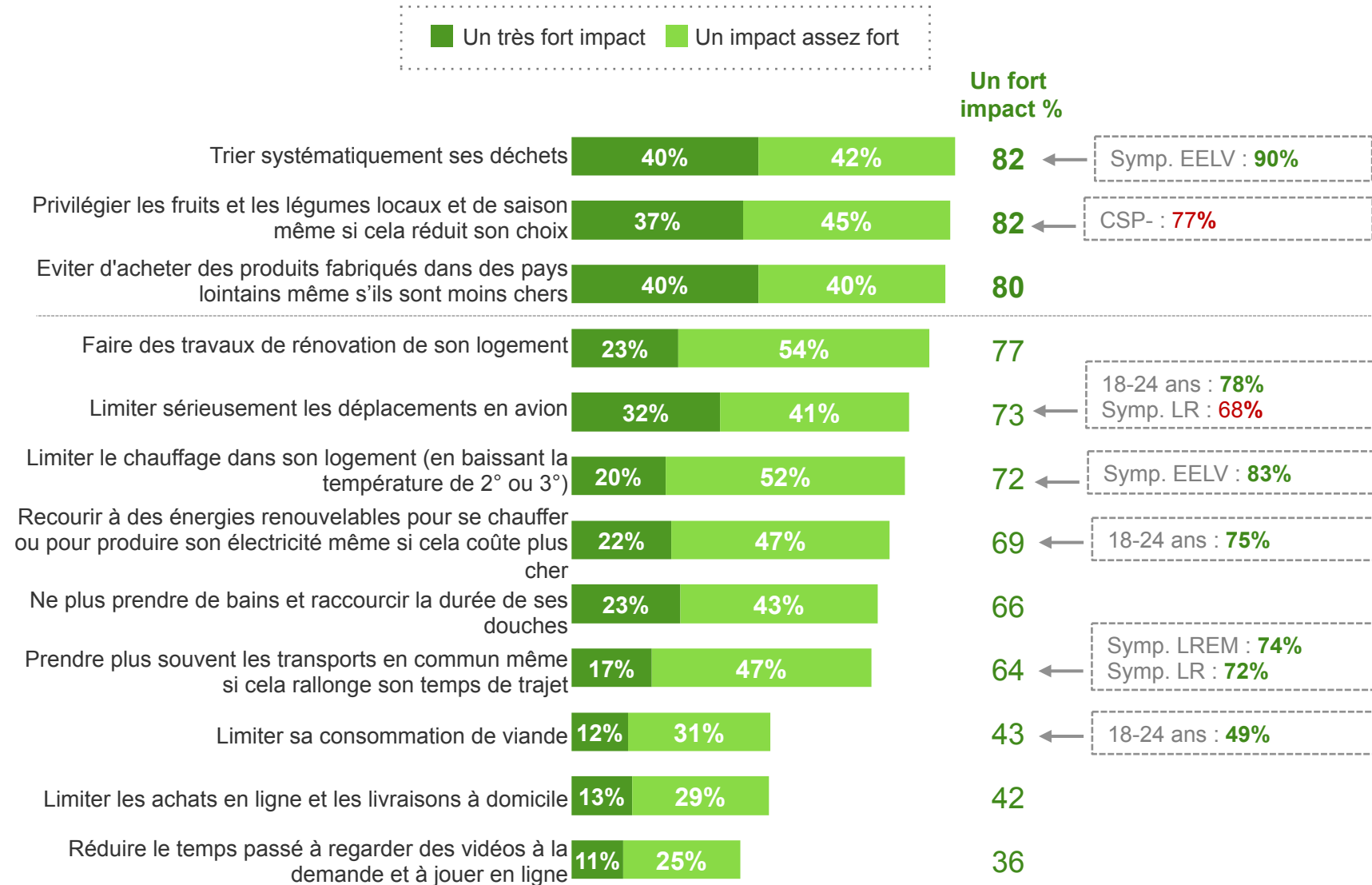
- La plupart des « petits gestes » que chacun peu faire sont considérés par les Français comme ayant un impact sur l'environnement et les changements climatiques. **Le tri des déchets et la consommation locale en particulier sont perçus comme les plus impactants.**
- Quelques actions suscitent en revanche des jugements plus partagés : la limitation de la consommation de viande, des achats en ligne et plus encore **des jeux et vidéos en ligne sont majoritairement perçus comme ayant un faible impact sur l'environnement.**



# L'impact perçu d'un certain nombre d'actions sur l'environnement

Selon vous, chacune des actions suivantes peut-elle avoir un impact positif sur l'environnement et les changements climatiques ?

- Les plus jeunes sont plus nombreux à estimer que limiter les déplacements en avion, réduire la consommation de viande et recourir à des ENR peuvent avoir un fort impact sur l'environnement.
- On ne note pas en revanche de fortes différences en fonction de la catégorie socioprofessionnelle.





# Les comportements que les Français ont adoptés ou sont prêts à adopter

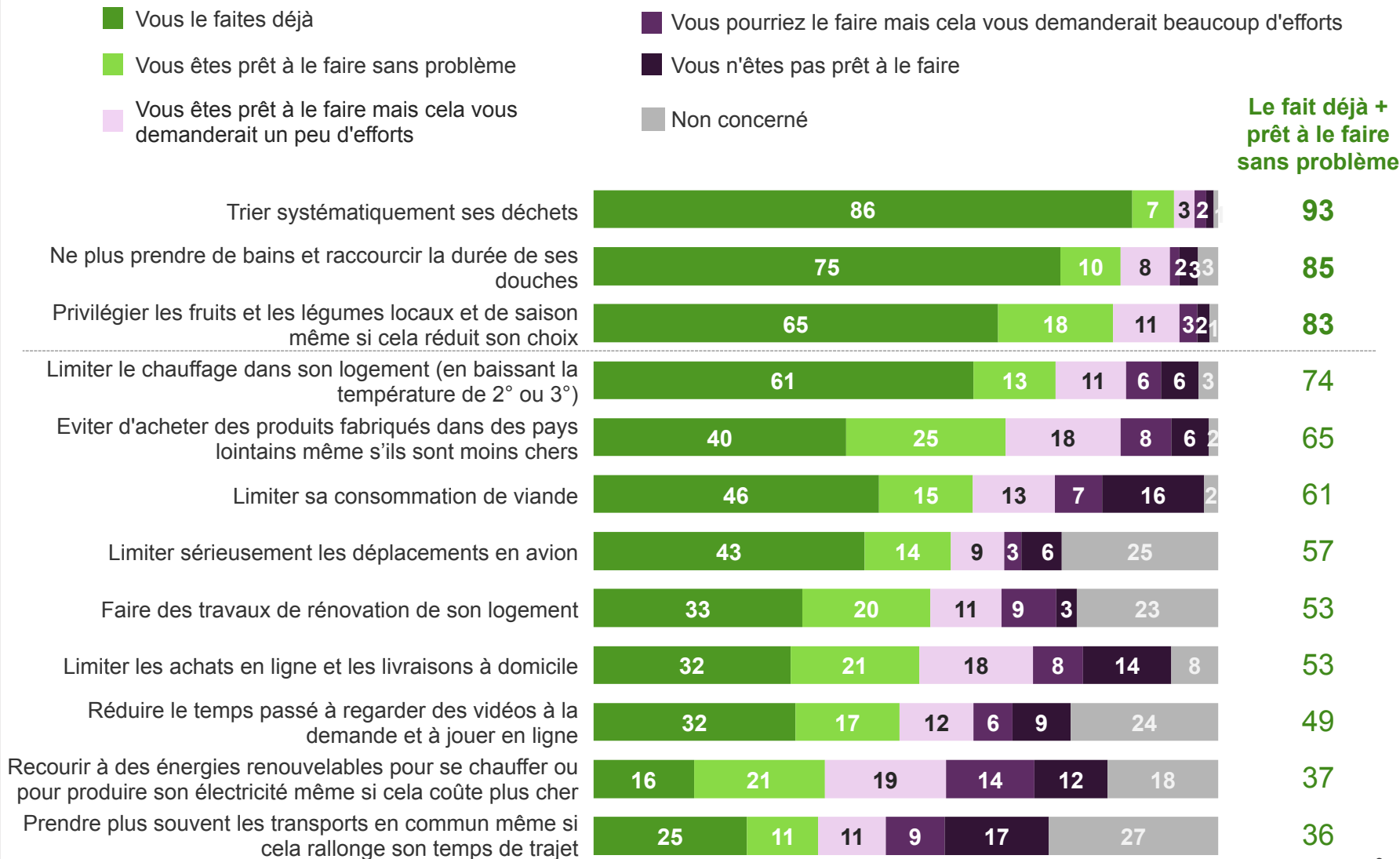
Et pour chacune de ces actions, diriez-vous que...

KANTAR

INSTITUT PAUL DELOUVRIER

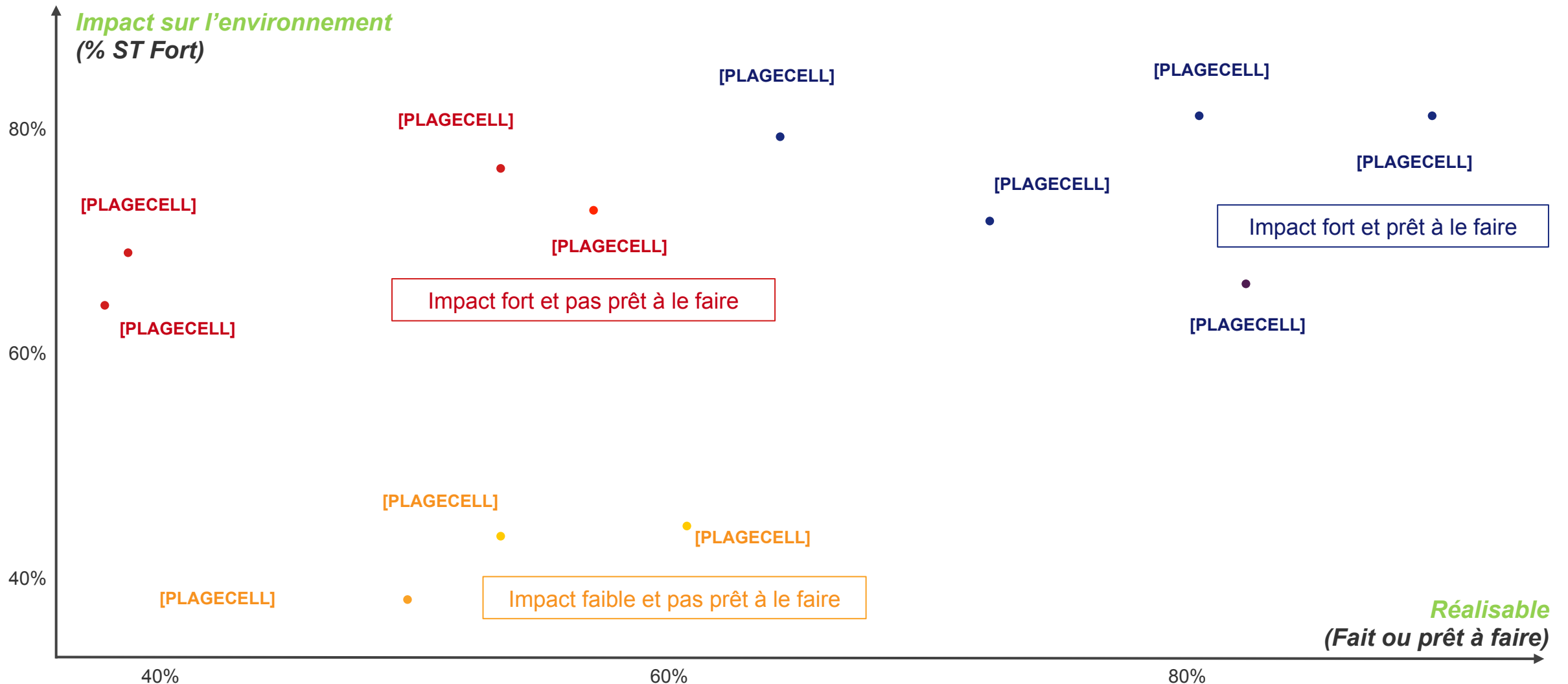
Baromètre – Décembre 2020

- Une majorité de Français estime déjà avoir adopté les comportements qu'ils jugent avoir le plus d'impact sur l'environnement : **trier ses déchets et acheter local** en particulier.
- Certains comportements sont en revanche plus difficiles à adopter. Un quart des Français ne serait ainsi pas prêt à **limiter leur consommation de viande** (ou bien cela leur demanderait beaucoup d'efforts). Et une proportion similaire aurait du mal à limiter ses achats en ligne ou les livraisons à domicile, ou encore à prendre davantage les transports en commun même si cela rallonge leur temps de trajet.



# Les comportements que les Français ont adoptés ou sont prêts à adopter et leur impact perçu sur l'environnement

Avez une très bonne opinion, une opinion plutôt bonne, une opinion plutôt mauvaise, ou une très mauvaise opinion de l'action de l'Etat pour... / Et pour chacune de ces actions, diriez-vous que...

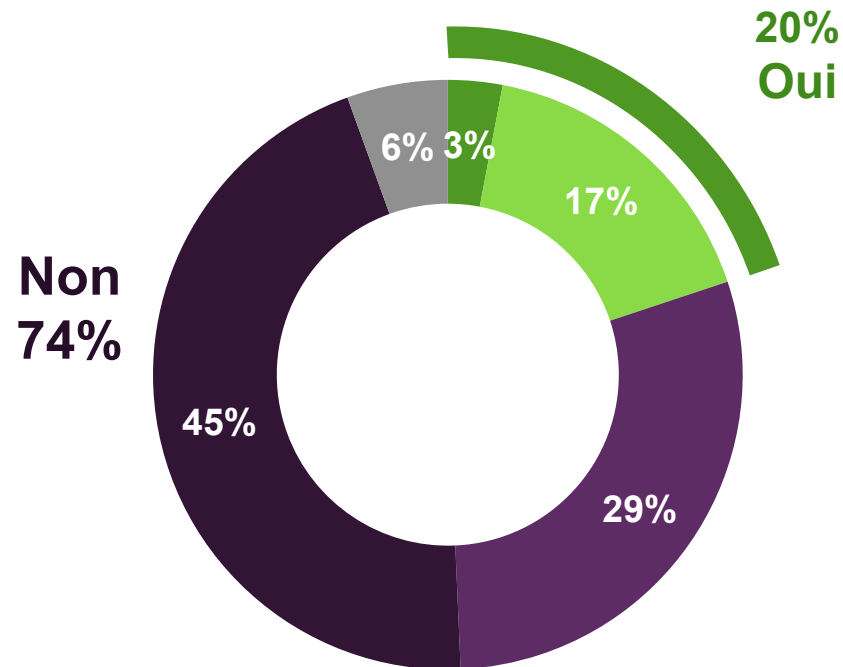


# Consentement des Français à un impôt vert

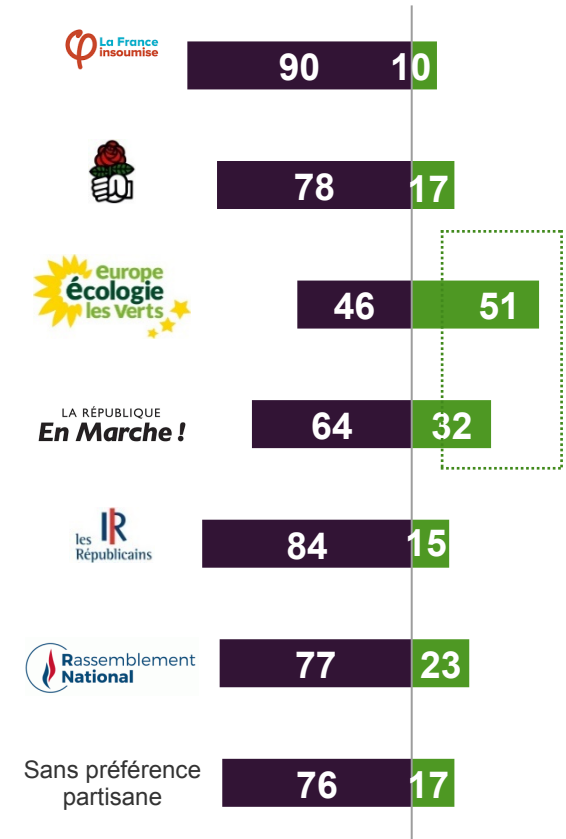
Seriez-vous prêt à payer plus d'impôts pour renforcer l'action de l'Etat et des collectivités locales en matière d'environnement ?

- Seul 1 Français sur 5 serait prêt à payer plus d'impôts pour renforcer l'action de l'Etat et des collectivités locales en matière d'environnement. Près de la moitié déclare même qu'il ne serait pas prêt du tout.
- Le refus est très net, aussi bien à gauche qu'à droite. Seuls les sympathisants d'Europe-Ecologie Les Verts s'y disent davantage ouverts : c'est le cas de 51% d'entre eux. Un tiers des sympathisants d'En Marche pourrait également l'envisager.

Oui, tout à fait    Oui, plutôt    Non plutôt pas    Non pas du tout    Sans opinion



Résultats en fonction de la sympathie partisane



# Raisons du non-consentement à un impôt vert

Q10. Pourquoi ne seriez-vous pas prêt à payer plus d'impôts pour renforcer l'action de l'Etat et des collectivités locales en matière de l'environnement ? En premier ? En second ?

- La première raison à ce refus de payer davantage d'impôts pour défendre l'environnement est le **sentiment d'en payer déjà suffisamment**.
- Le manque de transparence et d'efficacité dans l'utilisation de l'argent public sont toutefois des raisons citées chacune par près d'un quart des répondants.

A ceux qui ne sont pas prêt à payer plus d'impôts Base= 739

En %

